

CONVENTION CADRE
ISERL
INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDE DES RELIGIONS ET DE LA LAICITE

ENTRE

L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

18 quai Claude Bernard – 69365 Lyon Cedex 07

Représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER

Ci après dénommée Université Lyon 2

ET

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3

1 rue de l'Université, BP 0638 Lyon Cedex 07

Représentée par son Président Jacques COMBY

Ci après dénommée Université Lyon 3

ET

L'UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT-ETIENNE

10, Rue Tréfilerie - CS 82301 - 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 2

Représentée par sa Présidente Michèle COTTIER

Ci après dénommée Université Saint-Etienne

ET

L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE de Lyon

15 parvis Descartes – BP 7000 -69341 Lyon Cedex 07

Représentée par son Président Jean-François PINTON

Ci-après dénommée ENS de Lyon

L'Universités Lyon 2, l'Université Lyon 3, l'Université de Saint-Etienne, l'ENS de Lyon, sont nommées collectivement « Tutelles » ou individuellement « Tutelle »

Préambule

La réaffirmation de la présence des religions dans la vie de nos sociétés et les mises à l'épreuve du compromis laïque constituent une donnée qui s'impose à tous et suscite de nombreuses interrogations. Conscients des enjeux que comporte cette évolution, soucieux de contribuer à une approche raisonnée du nouveau paysage religieux et des redéfinitions de la laïcité, les établissements universitaires de Lyon et de Saint-Etienne ont multiplié ces dernières années les initiatives destinées à donner une meilleure connaissance des réalités et de leur histoire, et à fournir des instruments d'analyse. Ces actions se sont développées

dans le cadre de laboratoires de recherche, par le biais de cours spécialisés, à travers des programmes de formation, mais de manière dispersée, voire cloisonnée, sans véritable concertation. Prenant acte de cette situation, désireux de donner à leurs démarches une plus grande cohérence et une meilleure visibilité, plusieurs établissements d'enseignement supérieur ont décidé de coordonner leurs efforts en créant un Institut Supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité (ISERL). Cette Structure Fédérative de Recherche a été déposée lors de la campagne d'évaluation 2011-2014 et fonctionne depuis dans le cadre d'une convention signée initialement entre l'Université Lyon 2, l'Université Lyon 3, l'Université Saint-Etienne, l'Ecole pratique des hautes études, l'Université de Lausanne le 18 décembre 2009 et arrivée à échéance le 31 janvier 2016.

Considérant que

Depuis sa création, l'ISERL mène cinq types d'actions :

- Fédérer les recherches menées sur les religions et la laïcité au sein des équipes des Universités de Lyon, de Saint Etienne, d'établissements français et européens avec lesquels l'Institut a passé des conventions ou mené des programmes scientifiques.
- Conduire des enquêtes de terrain et mener des opérations de recherche, notamment dans le cadre de masters et de thèses, de colloques, de publications...
- Développer des cycles de formation interdisciplinaire. Le MASTER des « Sciences du religieux et de la laïcité » (co-accrédité Université Lyon 2, Université Lyon 3 et ENS de Lyon) est adossé à l'ISERL. L'ISERL organise également des formations pour des publics non universitaires.
- Assurer la diffusion et la circulation des connaissances auprès des chercheurs, des professionnels et de tout public par le biais de publications, de conférences, de festival, de films, de webdocumentaire...
- Participer à des instances nationales ou internationales s'intéressant aux questions des religions et de la laïcité.

Porté par une structure fédérative dans le cadre du contrat quinquennal 2016-2020, soutenu et animé par les laboratoires de recherche membres, l'ISERL se donne pour objectif d'entreprendre, dans une perspective interdisciplinaire, historique et comparatiste, l'analyse critique des phénomènes religieux et de la laïcité.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le renouvellement de l'Institut Supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité (ci-après ISERL). Elle a également pour objet de définir les modalités administratives, financières et scientifiques régissant la collaboration entre les Tutelles.

Article 2. DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 59 mois. Elle prend effet à compter du 1^{er} février 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. Toute modification de cette convention se fera par voie d'avenant signé par les Tutelles.

Article 3. UNITES DE RECHERCHE DE L'ISERL

L'ISERL est composée de Laboratoires et de Laboratoires Partenaires, définis comme suit : Les unités de recherche relevant des Tutelles sont dénommées « Laboratoires ». Les unités de recherche relevant des Etablissements Partenaires sont désignées « Laboratoires Partenaires »

La liste des Laboratoires figure à l'annexe 1 de la présente convention.

Les propositions d'entrées de nouveaux Laboratoires sont d'abord soumises par le directeur de l'ISERL à l'approbation de l'Assemblée Générale, puis le directeur de l'ISERL les présente aux Tutelles qui donnent leur accord.

Au sein de l'ISERL, chaque Laboratoire conserve son individualité propre et demeure régi par les textes qui ont présidé à sa création, sous réserve des dispositions de la présente convention.

Tout Laboratoire qui ne souhaite plus participer à l'ISERL en informe par écrit le Directeur, qui en informe à son tour l'Assemblée Générale et les Tutelles.

En cas de retrait d'un Laboratoire, les Tutelles feront leurs meilleurs efforts pour que les actions en cours s'achèvent au mieux des intérêts de chacun.

Si le retrait d'un Laboratoire entraîne le retrait d'une Tutelle, les modalités définies à l'article 11 s'appliquent.

Article 4. TUTELLES ET ETABLISSEMENTS PARTENAIRES

L'ISERL est formé de Laboratoires tels que définis à l'article 3, eux-mêmes représentés par des Tutelles.

L'entrée de nouveaux Laboratoires tels que définis à l'article 3 peut entraîner l'entrée de nouvelles tutelles dans l'ISERL.

Dans ce cadre, ces nouvelles tutelles ne pourront être que des établissements relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette entrée se fait après accord des Tutelles

signataires de la présente convention sur recommandation du directeur de l'ISERL. L'entrée d'une autre tutelle donne lieu à la signature d'un avenant à la présente convention.

Des Etablissements Partenaires, français ou étrangers, qui ne pourront être également que des établissements relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche, pourront intervenir pour des opérations ponctuelles. Cette participation se fait après accord de toutes les Tutelles, sur recommandation du directeur de l'ISERL.

Les Etablissements Partenaires peuvent participer aux activités scientifiques de l'ISERL et lui apporter leur soutien, selon des modalités qui devront être décrites dans une convention séparée qui sera signée par l'Université Lyon 2, l'Université Lyon 2 agissant en tant que gestionnaire administratif et financier, conformément à l'article 6 de la présente convention. Ces modalités peuvent consister notamment en un soutien financier et/ou en la participation aux activités scientifiques de l'ISERL de laboratoires relevant de ces Etablissements Partenaires.

Le directeur de l'ISERL informe chaque Tutelle du contenu de la convention séparée avant toute signature de cette convention.

Article 5. ORGANISATION DE L'ISERL

5.1 Assemblée générale

L'Assemblée Générale de l'ISERL est composée :

- d'un représentant de chaque Laboratoire ; ces représentants sont nommément mandatés par leur directeur de laboratoire.
- du directeur de l'ISERL,
- du directeur adjoint de l'ISERL,
- du gestionnaire de l'ISERL
- des membres du comité de direction.

Si une personne est à la fois membre de l'Assemblée Générale et du comité de direction, elle ne dispose que d'une voix lors des votes.

L'Assemblée Générale est consultée sur l'état, le programme et l'orientation des recherches, les moyens budgétaires à demander par l'ISERL et la répartition de ceux qui sont alloués.

Le directeur peut en outre consulter l'Assemblée Générale sur toute autre question concernant l'ISERL.

L'Assemblée Générale se réunit, sur convocation du directeur de l'ISERL, au moins deux fois dans l'année. Elle désigne un secrétaire qui tient le compte-rendu des réunions. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Chaque membre ne peut disposer de plus d'une procuration

Le responsable de chaque Laboratoire Partenaire peut désigner une personne qui sera invitée à l'Assemblée Générale sans toutefois pouvoir participer au vote.

5.2 Directeur

Un directeur dirige l'ISERL. Il est proposé aux Tutelles pour accord par l'Assemblée Générale qui le désigne au scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Il est nommé par les Tutelles pour la durée de la présente convention. Il ne dispose que d'une seule voix lors des votes.

Le directeur est assisté d'un directeur adjoint issu d'une Tutelle différente de celle du directeur ; sa nomination s'effectue dans les mêmes formes et en même temps que celle du directeur.

Le directeur met en œuvre la politique de l'ISERL et assure l'utilisation des fonds et des locaux communs. Sa mission implique aussi la responsabilité de l'organisation de l'animation scientifique et de la formation.

Tous les ans, à la fin de l'année civile, il rédige un rapport d'activité qu'il transmet à chacune des Tutelles.

5.3 Comité de direction

Le comité de direction est composé :

- du directeur de l'ISERL qui le préside
- du directeur adjoint
- de personnes qualifiées approuvées par l'Assemblée Générale. Le nombre de personnes qualifiées sera fixé par l'Assemblée Générale.
- un enseignant désigné par les Tutelles prenant part au master « Sciences du religieux et de la laïcité »

Chaque membre de ce comité peut avoir en charge un ou plusieurs secteurs particuliers de l'activité de l'ISERL : la revue ; le Master; la formation professionnelle ; l'organisation des Assises des Religions et de la Laïcité. Cette liste n'est pas limitative. Elle est établie et modifiée par l'Assemblée Générale.

Le comité de direction est en place pour la durée de la présente convention. Il se réunit sur convocation du directeur au moins deux fois par an. Il assiste le directeur dans l'organisation des activités communes, la négociation et la répartition des ressources de l'ISERL.

5.4 Comité d'orientation scientifique

Le comité d'orientation scientifique est désigné par les Tutelles et est constitué de huit personnalités extérieures aux Tutelles, dont la moitié est étrangère ou travaille à l'étranger. Une liste de huit personnalités extérieures est proposée aux Tutelles par le Directeur de

l'ISERL. Chaque Tutelle dispose d'un délai de deux mois pour faire connaître sa position sur cette proposition. Passé ce délai, et faute de réponse, la liste est réputée approuvée.

Ce comité est chargé de présenter au directeur de l'ISERL toutes recommandations utiles sur l'orientation et les activités scientifiques de l'ISERL.

Il se réunit au moins deux fois durant la période de validité de la présente convention. Un membre ayant un empêchement et ne pouvant pas assister aux réunions peut faire parvenir au directeur ses remarques par tout moyen de son choix.

Le comité d'orientation scientifique reçoit tous les ans le rapport d'activité présenté aux Tutelles par le directeur.

Article 6. MOYENS

L'ISERL dispose de ressources propres provenant de la mutualisation de moyens et de la mise en commun de personnels relevant des Tutelles – fonds incitatifs et autres ressources provenant d'organisations françaises, européennes et internationales, des collectivités territoriales, d'associations ou d'entreprises.

Le directeur de l'ISERL décide de l'utilisation de ces moyens mis en commun avec le concours du comité de direction. Les moyens financiers peuvent concerner le personnel, fonctionnement, l'équipement et l'aménagement des services communs.

L'ensemble des moyens financiers, d'origine publique ou privée, est géré par l'une des Tutelles de manière individualisée et selon ses règles propres. Pour la durée de la présente convention, les Tutelles conviennent que la gestion administrative et financière de l'ISERL sera assurée par l'Université Lyon 2.

L'Université Lyon 2 gère les éventuelles contributions financières des Tutelles. L'annexe 2 détaille les contributions financières, en matériels et autres, directement affectés à l'ISERL par les Tutelles.

Il est convenu qu'aucun frais de gestion ne pourra être prélevé sur les crédits apportés par les Tutelles. L'Université Lyon 2 rend compte annuellement aux autres Tutelles et aux Etablissements partenaires de son mandat par la production des comptes de gestion correspondants.

Les contributions des Tutelles (locaux, personnels, prise en charge directe de certaines dépenses...) sont mentionnées en annexe 2 de la présente convention. Elles seront

réactualisées chaque année par une lettre, émanant du représentant légal de chaque Tutelle, et adressée à chacune des Parties signataires de la présente convention.

Une facture correspondant au montant de la contribution financière accordée sera adressée par l'Université Lyon 2 à la Tutelle concernée dans les deux mois qui suivent la signature de la présente convention pour la contribution de l'année 2016, et dans les deux mois qui suivent la réception de la lettre émanant de la Tutelle pour les contributions dues au titre des années suivantes.

Article 7. RESPONSABILITES – DOMMAGES

Chacune des Tutelles prendra en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels affectés aux activités communes conformément à la législation applicable au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Chacune des Tutelles est responsable suivant les règles de droit commun des dommages de toute nature causés par elle aux biens mobiliers et / ou immobiliers des autres Tutelles du fait et/ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chacune des Tutelles sera responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de la présente convention, y compris les dommages résultant de l'utilisation de matériel et d'équipement appartenant aux autres Tutelles.

Article 8. EVALUATION

L'ISERL est évalué conformément à la réglementation en vigueur, notamment dans le cadre des articles L 114-3-1 et suivants du code de la recherche relatifs à l'organisation et au fonctionnement du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et également, le cas échéant, par les instances compétentes des Tutelles selon les règles et procédures qui leur sont propres.

Le directeur de l'ISERL remet à chaque Tutelle un rapport d'activité à la fin de chaque année civile.

Article 9. PUBLICATIONS – SECRET

9.1– Secret

Chaque Tutelle s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations, indiquées comme confidentielles, de toute nature : scientifiques, techniques ou commerciales qu'elle aurait pu recueillir d'une autre Tutelle dans le cadre de la présente

convention et notamment celles appartenant antérieurement à chacune des Tutelles à l'exception de celles :

- qui sont dans le domaine public ou qui y tombent autrement que par le fait de la Tutelle destinataire de l'information ;
- qui sont déjà en la possession ou sont communiquées licitement à la Tutelle destinataire par des tiers non tenus au secret.

Cet engagement reste en vigueur pendant toute la durée de la présente convention ainsi que pendant cinq ans suivant son expiration ou sa résiliation pour quelque cause que ce soit.

9.2– Publication - Communication

Les publications et les communications issues des travaux menés dans le cadre du programme scientifique de l'ISERL font a minima apparaître :

Nom de l'auteur
Etablissement de rattachement
Laboratoire

L'Institut Supérieur d'Etude sur les Religions et la Laïcité sera cité en remerciements.

Les résultats obtenus dans le cadre de la présente convention, non susceptibles de faire l'objet d'une valorisation sous forme de brevet ou de dossier technique secret, peuvent être publiés après avis de l'Assemblée Générale.

Dans le cas où des résultats seraient susceptibles de faire l'objet d'un dossier technique secret, les Tutelles copropriétaires déterminent d'un commun accord :

- la part des résultats qui constitue ledit dossier technique secret et qui par conséquent ne peut pas être publiée ;
- le contenu des informations qui ne relèvent pas du dossier technique secret et qui peuvent faire l'objet d'une publication ou d'une communication à des tiers ;
- la durée pendant laquelle le dossier technique reste secret.

9.3 Les dispositions de l'article 9 ne font pas obstacle :

- à l'obligation contractuelle et statutaire d'établir un rapport d'activité périodique incombant aux chercheurs et enseignants chercheurs dans le cadre de leur évaluation par les instances compétentes de la Tutelle dont ils relèvent. Dans un tel cas, le rapport annuel d'activité dudit chercheur ou enseignant chercheur est transmis à l'instance scientifique compétente par le supérieur hiérarchique du chercheur ou enseignant chercheur. Cette communication à usage interne ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;
- à l'obligation qui incombe aux autres fonctionnaires de faire état de leurs travaux dans leur rapport d'activité ;

- à la soutenance d'une thèse par un chercheur, un doctorant ou un stagiaire réalisant des travaux dans le cadre du programme scientifique de l'ISERL. Les Tutelles concernées peuvent convenir que la soutenance et/ou la thèse est soutenue à huis clos, chaque fois que nécessaire tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur afin qu'il n'y ait pas divulgation, au sens des lois sur la propriété industrielle, des résultats susceptibles d'être protégés, par le biais de la publication de cette thèse et/ou de sa soutenance ;
- à l'information par les Tutelles sur les activités de leurs Membres et équipement à leur Ministère de tutelle, l'agence nationale de la recherche, aux organismes d'évaluation, etc.

Article 10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1– Propriété des résultats

10.1.1 Chacune des Tutelle demeure propriétaire des informations et connaissances de toute nature, brevetées ou non, qu'elle détient antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou qu'elle obtient en dehors du cadre de celle-ci. Les autres Tutelles ne se voient attribuer aucun droit sur lesdites connaissances, du fait de la Convention.

10.1.2 Les résultats obtenus par un seul Laboratoire ayant une seule Tutelle sont la propriété de la Tutelle qui les a générés seule. Elle pourra les protéger par tous moyens de son choix à sa seule discrétion.

10.1.3 Les résultats issus de travaux effectués conjointement par plusieurs Laboratoires de l'ISERL ayant une ou plusieurs Tutelles sont la copropriété des Tutelles représentant ces Laboratoires (ci-après les « Tutelles Copropriétaires ») à parts égales (ci-après les « Résultats Communs »).

10.2 Utilisation et exploitation des résultats.

10.2.1 Les Résultats Propres sont exploités librement par la Tutelle qui en est propriétaire.

10.2.2 Dans le cas où les Résultats Communs seraient susceptibles d'être protégés par un titre de propriété intellectuelle ou de faire l'objet d'une exploitation industrielle et/ou commerciale, les Tutelles concernées se rencontreront et signeront un règlement de copropriété afin d'en définir les modalités, et ce avant toute exploitation des Résultats Conjoints.

10.2.3 Chaque Tutelle peut utiliser librement et gratuitement, sur demande, les Résultats Propres et les Résultats Conjoints des autres Tutelles pour ses seuls besoins propres d'enseignement et de recherche y compris dans le cadre de collaboration de recherche avec des tiers, à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales.

Article 11. RESILIATION

Chacune des Tutelles peut unilatéralement à tout moment, avec un délai de prévenance de trois mois dûment notifié aux autres Tutelles par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre fin à sa participation à la présente convention.

La contribution financière versée par la Tutelle sortante reste acquise à l'ISERL. Les Tutelles feront leurs meilleurs efforts pour définir de nouvelles modalités de soutien, notamment s'agissant des contributions autres que financières, permettant le fonctionnement de l'ISERL.

De même, une concertation similaire aura lieu entre les Tutelles au cas où elles conviendraient conjointement de mettre fin aux activités de l'ISERL.

Le retrait d'une Tutelle entraîne le retrait de l'ensemble des Laboratoires qui sont représentés par cette Tutelle dans le cas où ces Laboratoires ne sont représentés que par cette Tutelle. Cependant, dans le cas où ces Laboratoires sont représentés par plusieurs Tutelles dont une seule se retire, ces Laboratoires ne sont pas exclus de l'ISERL tant qu'ils sont représentés par ces autres Tutelles.

En outre, le retrait d'un Laboratoire de l'ISERL entraîne le retrait de la ou des Tutelles qui la représente(nt) mais n'entraîne pas le retrait de ces Tutelles si ces dernières représentent d'autres Laboratoires dans l'ISERL.

Nonobstant l'échéance, ou la résiliation, ou encore le retrait de l'une des Tutelles de la présente convention, les stipulations des articles 9 et 10 resteront en vigueur.

Article 12. REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

Tout litige qui pourrait naître entre les Laboratoires durant l'application de la présente convention fera l'objet d'une résolution à l'amiable menée par le directeur et/ou l'Assemblée Générale. A défaut d'un tel accord, le litige sera porté devant les Tutelles puis devant les juridictions françaises compétentes.

La convention est établie en quatre exemplaires originaux,

Pour l'**UNIVERSITE LUMIERE LYON 2**
Sa Présidente, Nathalie DOMPNIER

Fait à Lyon, le

Pour l'**UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3**
Son Président, Jacques COMBY

Fait à Lyon, le

Pour l'**UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT-ETIENNE**
Sa Présidente Michèle COTTIER

Fait à Saint-Etienne, le

Pour l'**ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE de Lyon**
Son Président, Jean François PINTON

Fait à Lyon, le

ANNEXE 1 : Liste des Laboratoires de l'ISERL

- ARCHEORIENT (UMR 5133)
- CERCOR/LEM – CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHE SUR LES CONGREGATIONPPS ET LES ORDRES RELIGIEUX (UMR 8584).
- CERCRID - CENTRE DE RECHERCHE CRITIQUES SUR LE DROIT (UMR 5137)
- CMW - CENTRE MAX WEBER (UMR 5283)
- ECP – EDUCATION, CULTURES, POLITIQUES (EA 4751)
- EDPL - EQUIPE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC (EA 666)
- EVS - ENVIRONNEMENT VILLE SOCIETES (UMR 5600)
- IHRIM - INSTITUT D'HISTOIRE DES REPRESENTATIONS ET DES IDEES DANS LES MODERNITES (UMR 5317)
- IRPhI – INSTITUT DE RECHERCHES PHILOSOPHIQUES DE LYON (EA 4187)
- HiSoMA - HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES (UMR 5190)
- LADEC
- LARHRA- LABORATOIRE DE RECHERCHE HISTORIQUE RHONE-ALPES (UMR 5190)
- TRIANGLE (UMR 5206)

ANNEXE 2 : Contributions des Tutelles

ENS de Lyon :

- Contribution financière: 5 000 euros pour l'année 2016
- Autres contributions pour la durée de la convention :
Hébergement et gestion du site Internet

Université Lyon 2 :

- Contribution financière: 10 000 euros pour l'année 2016
- Autres contributions pour la durée de la convention :
 - un ETP de gestionnaire catégorie B à plein temps
 - un accès aux appels d'offre internes et crédits BQR identique à celui des autres unités de recherche de l'Université Lyon 2
 - Fourniture d'une adresse électronique

Université Lyon 3

- Contribution financière: 5 000 euros pour l'année 2016
- Autres contributions (pour la durée de la convention) :
 - Prise en charge de l'affranchissement du courrier
 - Fourniture de Locaux et prise en charge de leur entretien courant (ménage chauffage, internet, téléphone...). Ces locaux sont temporairement localisés à la MILC, durant la réalisation de travaux.

Université Jean Monnet Saint-Etienne

- Contribution financière = 0 € pour l'année 2016
- Autres contributions pour la durée de la convention : accès au dispositif d'appui à la recherche de l'UJM au travers de projets portés par les laboratoires membres.